

Burundi : Mgr Sérapion Bambonanire dans l'œil du cyclone

@rib News, 15/04/2012 En de termes très clairs, le président du parti Uprona a demandé au Gouvernement de procéder dans les meilleurs délais au remplacement de Mgr Sérapion Bambonanire à la tête de la CNTB avant qu'il soit trop tard. Dans une conférence de presse animée jeudi au siège du parti à Bujumbura, le président de l'Uprona Bonaventure Niyoyankana, considère le président de la Commission nationale des terres et autres biens (CNTB) comme « une entrave réelle à la résolution des conflits en rapport avec les terres et autres biens ».

Le président de l'Uprona accuse par ailleurs Mgr Bambonanire de faire usage de faux documents, « collectant de fausses signatures de la part des citoyens non instruits » pour changer même des litiges qui avaient pourtant réglés par la même commission avant son arrivée à sa tête. « Virus Sérapion » Selon le parti Uprona, le président de la CNTB est en train de faire répandre un virus qui pourra même, à l'avenir, déclencher des conflits de sang entre la population. « C'était jusqu'ici tranquille et qui était prêté à vivre ensemble. Niyoyankana affirme que Mgr Bambonanire est en train de faire répandre un « virus Sérapion », qui consiste à expulser les résidents de leurs terres, sans aucune forme de procès », en favorisant uniquement les rapatriés, en contradiction des accords d'Arusha, qui sont à la base de la mise en place de cette commission. « Le cas le plus récent parmi les multitudes est celui de Kayogoro, province Makamba, au mois de mars 2012 où deux familles qui avaient conclu un arrangement à l'amiable et qui vivaient pacifiquement ensemble ont été atteintes par le "virus Sérapion" avec pour conséquence l'usage de machettes occasionnant des blessés graves et des emprisonnements », a affirmé le député Niyoyankana. Mgr Bambonanire réagit, accusant des membres de sa commission Le président du CNTB, Mgr Sérapion Bambonanire, n'a pas tardé à réagir. Pour lui, les ennemis de son institution sont en premier lieu certains travailleurs de cette commission qui divulguent les secrets de l'institution étatiques, et qui l'empêchent de travailler comme il l'entend. « Je trouve que je suis diabolisé, sa comparaison au diable ambulante tel point que l'auteur de ce papier dit que je suis le mal incarné de ce pays (â€) », a le président de la CNTB. Manifestement, a-t-il ajouté, « il parle d'informations reçues de certains membres de la CNTB qui se seraient permis d'aller rapporter au parti des informations qui étaient sensées rester entre les membres de la CNTB et qui aujourd'hui se retrouvent complètement fausses dans la tête de M. Niyoyankana ». Ces déclarations ont suscité le doute entre les membres de sa commission, qui croient que le président de la CNTB risque de prendre pour traître, les membres de l'Uprona et autres partis qui font partie de cette commission. Selon certains observateurs, l'homme d'Eglise risque de créer des problèmes au sein de sa commission, en accusant certains membres de cette organisation d'être à la solde du parti Uprona. Mais Mgr Bambonanire semble aussi vouloir rassurer les membres de sa commission, les parties prenantes et les autres que « le CNTB n'a pas de parti pris », dans la gestion des contentieux des propriétaires entre les résidents et les rapatriés. « Je voulais tout simplement rassurer les membres de la CNTB et rassurer les sinistrés qui recourent à nos services et rassure même les résidents qui occupent les terres des sinistrés qui recourent à nos services que le CNTB n'a pas de parti pris (â€) », a souligné le président de la CNTB dans sa conférence de presse. « Les populations sont satisfaites du travail de la CNTB, en est témoin le fait que nous enregistrons beaucoup de cas de restitutions volontaires, non forcées, non obligées », a souligné le président du CNTB, dans une conférence de presse animée vendredi matin à Bujumbura. Des mécontentements sur le terrain Les lamentations se font entendre dans certains coins du pays où des mécontentements ne manquent pas, a constaté notre correspondant. A Nyanza-lac par exemple, même l'administration à la base ne comprend pas ce qui se fait au niveau de cette commission. Un vieux a raconté qu'il y a des gens à la solde de la CNTB, qui s'organisent pour réclamer des propriétés. La CNTB les saisit et les restitue aux prétendus rapatriés propriétaires. Cependant, ces derniers les vendent directement, ce qui montre qu'il y a des gens qui ont peur d'être accusés d'être des propriétaires des autres, selon cet homme. Le cas le plus récent a eu lieu il y a deux semaines dans la plaine de Gagi à Nyanza-lac quand un groupe de membres de la CNTB s'est heurté à la résistance farouche de la population de cette localité alors qu'ils allaient mettre en exécution leur jugement. Un agent de cette commission avait conseillé à un rapatrié de ne pas accepter de cohabiter avec un résident, ce qui avait fâché la population de Gagi, résidents et rapatriés confondus. Ici, un membre de la CNTB dans cette commune est accusé par certains résidents d'avoir facilité la fuite et le retrait des propriétaires aux résidents pour enfin toucher une commission. Dans la commune de Rumonge, à Buruhukiro, la population a demandé à maintes reprises le changement à la tête de la CNTB, après avoir remarqué que des cas de corruption sont signalés dans ces procès. [JMM]